

Direction de l'Administration Générale  
et de la Réglementation

-----  
2° Bureau  
~~RL~~/ CB

ANNECY, le 17 Octobre 1973

Etablissements Classés

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
à



Monsieur le Maire de  
CLUSES

OBJET : Station d'incinération des ordures ménagères  
sur la commune de MARNAZ -  
S.I.V.M. de la région de Cluses -

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, après avis du Conseil départemental d'Hygiène, ampliation de mon arrêté en date de ce jour, autorisant le S.I.V.M. de la région de Cluses à installer sur le territoire de la commune de MARNAZ une station d'incinération des ordures ménagères.

Je vous laisse le soin de notifier cette décision à M. le Président du SIVM en appelant son attention sur les prescriptions figurant aux articles 3 à 6 inclus et de lui faire parvenir le tout par la voie la plus directe. Vous lui indiquerez qu'il doit retourner directement après avoir rempli.

P. LE PREFET ET PAR DELEGATION  
LE CHEF DE BUREAU,

*Cheluy*



PRÉFECTURE  
DE LA HAUTE-SAVOIE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
DE  
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA RÉGLEMENTATION

2° BUREAU

REG/2/CB/YR

ETABLISSEMENTS CLASSES

Syndicat Intercommunal à Vocation  
Multiple de la région de Cluses

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Officier de la Légion d'Honneur,

-----  
Station d'incinération des ordures  
ménagères à MARNAZ

-----  
ARRETE N° 42-81-73

- VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU les décrets des 24 décembre 1919 et 20 mai 1953 modifié ;
- VU le décret du 1er avril 1964 ;
- VU l'Instruction ministérielle du 6 juin 1972 relative aux usines d'incinération de résidus urbains ;
- VU la demande en date du 4 décembre 1972 par laquelle le Président du Syndicat intercommunal à vocation Multiple de la région de CLUSES dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de CLUSES sollicite l'autorisation d'installer une station d'incinération des ordures ménagères sur le territoire de la commune de MARNAZ - établissement rangé dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU le plan des lieux et celui des dispositions prévues pour l'installation ;
- VU le dossier de l'enquête de commodo et incommode et l'avis du Commissaire-Enquêteur ;
- VU les avis de MM. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture, M. l'Inspecteur du Travail ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Etablissements classés ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 12 septembre 1973 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 24 septembre 1973 prolongeant les délais d'instruction de l'affaire ;
- SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Haute-Savoie,

A R R E T E

ARTICLE 1er - Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la région de CLUSES dont le siège social est à l'Hôtel de Ville de CLUSES, est autorisé à installer sur le territoire de la commune de MARNAZ, une station d'incinération des ordures ménagères.

.../...



Cette activité relève de la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes (rubrique n° 322 - 1° - traitement des ordures ménagères).

ARTICLE 2 - La présente autorisation est limitée au 31 décembre 1974.

ARTICLE 3 - La présente autorisation est délivrée aux conditions suivantes :

- 1°) Les gaz de combustion ne devront pas contenir en marche normale plus de 0,60 g/Nm<sup>3</sup> - 7 % CO<sub>2</sub> (gramme de poussières par mètre cube ramené aux conditions normales de température et de pression : 0° C, 1 bar, et 7 % de dioxyde de carbone, l'eau étant supposée rester sous forme de vapeur) ;
- 2°) Les caractéristiques de la cheminée destinée à évacuer les gaz de combustion devront être calculées en suivant les termes de l'instruction du 13 août 1971 relative à la construction des cheminées dans le cas d'installation émettant des poussières fines en tenant compte de ce que le débit maximal de poussières qui eût être atteint lors du fonctionnement de l'installation est celui qui correspond à une teneur en poussières des gaz égale à p g/Nm<sup>3</sup> - 7 % CO<sub>2</sub> ;
- 3°) La vitesse verticale ascendante d'émission de gaz de combustion devra être au moins égale à 8 mètres par seconde dans les conditions de marche normale de chaque four débitant seul dans la cheminée à laquelle il est raccordé ;
- 4°) La cheminée devra avoir une hauteur suffisante pour assurer une bonne dispersion des fumées ;
- 5°) Les gaz de combustion devront être portés pendant au moins 2 secondes à une température au moins égale à 750 ° C dans la chambre de combustion ou, éventuellement, dans une chambre de post-combustion. Ils doivent contenir au moins 7 % d'oxygène pendant la période où ils sont portés à cette température ;
- 6°) Les gaz de combustion devront contenir en marche normale plus de 7 % d'oxygène et moins de 0,1 % de monoxyde de carbone ;
- 7°) Les teneurs maximales en imbrulés et matières putrescibles dans les cendres et mâchefers mesurées sur des produits secs ne devront pas dépasser 6 % ;
- 8°) Les résidus urbains à traiter devront être déchargés dès leur arrivée à l'usine sur une aire étanche ou dans une fosse étanche s'ils sont susceptibles de ne pas avoir été traités 24 heures au plus tard après leur arrivée, l'aire ou la fosse devra être close ;
- 9°) Les usines dont la capacité de traitement dépasse 100 tonnes par jour doivent être équipées d'une fosse qui devra être en dépression lors du fonctionnement des fours ; l'air aspiré au-dessus de la fosse doit servir d'air de combustion.

Le déversement du contenu des camions dans la fosse devra se faire au moyen d'un dispositif qui isole le camion de l'extérieur pendant le déchargement, à moins que les ordures ne soient amenées exclusivement en sacs perdus ou par tout autre moyen conduisant à un résultat analogue ;

.../...



- 10°) Si l'usine se trouve à moins de 200 mètres de locaux habités ou occupés par des bœufs, l'aire de déchargement des résidus urbains si elle existe, devra être conçue de façon qu'il ne puisse pas se produire d'envol de papier ou de poussières. Dans le cas contraire l'aire de déchargement devra être entourée d'un dispositif efficace pour empêcher les envois de papier ;
- 11°) Les cendres et mâchefers ne pourront être déposés que sur une aire ou dans un réceptacle étanche permettant la collecte d'eau d'égouttage et de l'eau de lavage par la pluie.
- L'extinction, la collecte et l'évacuation des cendres et mâchefers devront se faire de telle manière qu'il ne puisse en résulter d'émission de buées ou de poussières susceptibles de gêner le voisinage ;
- 12°) Un enregistreur de température devra permettre de vérifier, sur chaque four, la température minimale exigée à l'article 5 ;
- 13°) Les quantités de poussières émises dans la cheminée devront être contrôlées et enregistrées de façon continue. Des contrôles pondéraux devront être effectués au moins une fois par an par un organisme agréé par le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement, sur chaque conduit de fumée faisant l'objet des contrôles continus définis ci-dessus au moyen de prélèvements d'une durée minimale de 1 heure. Pour permettre ces contrôles, des dispositifs obturables, commodément accessibles, devront être prévus sur chaque conduit de fumée et ceci sur des parties rectilignes à une distance des coudes égale ou supérieure à 6 fois le diamètre du conduit ;
- 14°) Les enregistrements des résultats de contrôle exigés aux articles 12 et 13 devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des Etablissements classés pendant une durée minimale de 1 an ;
- 15°) L'installation devra être aménagée et exploitée de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à créer un gêne pour le voisinage par le bruit ou les trépidations.

ARTICLE 4 - En ce qui concerne les eaux résiduaires, le Syndicat pétrolier devra observer les prescriptions de l'Instruction du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) de M. le Ministre du Commerce relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.





ARTICLE 5 - L'Administration se réserve la faculté d'imposer ultérieurement, s'il y a lieu, des conditions spéciales, dans le cas où l'établissement serait une cause de danger, d'insalubrité ou d'incommodité pour le voisinage.

ARTICLE 6 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 - La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire d'accomplir toutes autres formalités, notamment au regard de la réglementation sur le permis de construire.

ARTICLE 8 - Le délai accordé pour l'ouverture effective de l'établissement est de deux ans à compter de la notification du présent arrêté au pétitionnaire. Au cas où l'établissement ne serait pas ouvert dans ce délai, les dispositions de l'article 20 du décret sus-visé n° 64-303 du 1er avril 1964 devront être appliquées.

ARTICLE 9 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de MARNAZ et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ladite mairie et inséré, par les soins du Maire, aux frais du pétitionnaire, dans un journal d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

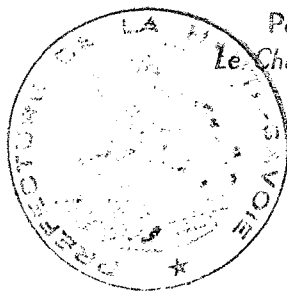
- M. le Sous-Préfet de BONNEVILLE,
- M. le Maire de MARNAZ,
- M. le Président du Syndicat à vocation Multiple de la région de CLUSES,
- Hôtel de Ville de CLUSES,
- M. l'Inspecteur des Etablissements classés,
- M. le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale ANNECY,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement - ANNECY,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture - ANNECY,
- M. l'Inspecteur du Travail.

ARTICLE 11 - MM. le Sous-Préfet de BONNEVILLE, le Maire de MARNAZ et l'Inspecteur des Etablissements classés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ANNECY, le 8 OCTOBRE 1973

POUR LE PREFET  
LE SECRETAIRE GENERAL,

Guy DUPIECH,



Pour ampliation  
Le Chef de Bureau,

*Chuby*

